

RETRAITES Entretien avec Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière

« Nous ferons tout pour qu'ils reculent »

Le leader de FO estime l'augmentation de la durée de cotisations inefficace et stupide. Selon Jean-Claude Mailly, la politique de François Hollande n'est pas très différente de celle de Nicolas Sarkozy. Elle obéit à l'austérité européenne.

Dans quel état d'esprit rentrez-vous ?

Combatif... Je constate, lors de mes déplacements qu'il y a beaucoup d'insatisfactions sur le pouvoir d'achat, l'emploi et les retraites. Le tout dans un contexte peu brillant : le sur-saut de croissance est fragile et la politique d'austérité continue.

Et les gens que vous rencontrez sont-ils combattifs ?

Je ressens de la grogne et du mécontentement. On le mesurera le 10 septembre, mais je sens déjà qu'il y aura du monde. Nous sommes sur un volcan : on voit de la fumée, on sait que ça bouillonne sans savoir quand aura lieu l'éruption... Je ne suis pas vulcanologue, mais je sais qu'il faudra que ça sorte, ou socialement ou politiquement.

Qu'attendez-vous sur les retraites ?

Pour l'instant, nous n'avons que des pistes, des ballons d'essai. Il y a même tellement de ballons sur le terrain que nous ne savons plus dans lequel taper... Le plus grave est l'allongement de la durée de cotisation qui est stupide, dangereux et inefficace. Les jeunes générations se demandent si elles auront une retraite, ou alors à quel âge, parce que depuis vingt ans, les réformes se succèdent sur le même modèle. Et continuer d'allonger la durée



Jean-Claude Mailly. PHOTO AFP

de cotisation, c'est au fond la même chose que de repousser l'âge légal, cela conduit à partir plus tard en retraite. Si le gouvernement retient par exemple l'hypothèse de 44 ans de cotisation, cela veut dire qu'un jeune ayant commencé à travailler à 23 ans ne partira pas avant 67 ans ! Ce n'est pas acceptable.

Sauf si l'objectif du gouvernement est de faire plaisir aux marchés et à la Commission européenne.

Mais vous espérez vraiment faire reculer le gouvernement ?

Ah oui, nous ferons tout pour qu'il recule sur les points inac-

ceptables en matière de retraites.

Vous défendez « la France du moindre effort » décrite par le nouveau président du Medef, Pierre Gattaz ?

M. Gattaz nous fait du patronat de combat, de lutte des classes ! Son credo, c'est l'ultralibéralisme : moins de contraintes, moins de charges... Si cela se confirme dans les prochaines négociations, cela veut dire que les relations vont se tendre avec le patronat.

Jean-Luc Mélenchon vient d'accuser François Hollande de mener « une politique de droite ». Vous êtes d'accord ?

Je ne rentre pas dans ces questions... Ce sont les syndicats, pas les partis, qui appellent à manifester. Et je me souviens qu'en 2010, dans les manifestations contre la réforme des retraites, il y avait des délégations du Parti socialiste... En revanche, je dis que la décision la plus importante de François Hollande est d'avoir renoncé à renégocier le traité européen : à partir du moment où l'on accepte cette logique, on rentre dans un entonnoir d'austérité dont la réforme des retraites est une conséquence. C'est pourquoi la politique menée par François Hollande n'est pas très différente de celle de Nicolas Sarkozy : elle obéit à la même logique européenne. ■

RECUEILLI PAR FRANCIS BROCHET

GOVERNEMENT Dossiers brûlants d'actualité et prospective à 10 ans

Une rentrée à la lance à incendie

La France de 2025 sera plus vieille et moins riche, ont annoncé hier les experts en charge de la stratégie. Justement, les retraites et les financements de la protection sociale et de l'économie sont au programme de...2013.

Jean-Marc Ayrault et François Hollande s'étaient répartis les rôles, hier, pour la rentrée du gouvernement : le Premier ministre a planché sur « la France de dans dix ans », le président travaille sur la France de dans dix jours. « Avant la fin du mois », dit le président à ses ministres, les Français auront les réponses sur trois grandes questions de la rentrée : leurs retraites, leurs impôts, les mesures pour accompagner la reprise économique et aboutir à l'inversion de la courbe du chômage. Le président ajoutera très vite la loi sur la réforme pénale, manière de faire retomber la température après l'épisode caniculaire de l'été entre le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, et sa collègue de la Justice, Christiane Taubira, en désaccord sur ce sujet sensible.

Moins riche, plus petite

Quelle durée de cotisation pour

les générations nées après 1957 ? Une TVA à 20 % ou 21 % pour 2014 ? Dans combien de temps le diesel au prix du gazole ? Quelle répartition des « efforts » financiers entre salariés, épargnants, entreprises et... retraités ? Quelles peines de prison pour les récidivistes et quelles mesures pour le suivi après la détention ?

En attendant les décisions sur tous ces sujets brûlants du moment, ministres et spécialistes du plan ont versé dans la politique-fiction. Et le teint bien hâlé, chacun a pu se laisser aller dans son domaine : Moscovici (Économie) juge réaliste un retour au plein-emploi », Cécile Duflot imagine un « accès au logement qui ne sera pas facteur de stress », Arnaud Montebourg « une balance commerciale à excédent structurel ».

Le commissaire général à la stratégie et à la prospective, Jean Pisani-Ferry, chargé d'élaborer



Manuel Valls et Christiane Taubira se sont embrassés devant les photographes. PHOTO AFP

le document de synthèse d'ici au 31 décembre, a douché les enthousiasmes de rentrée : « Cette France de 2025 ne manquera pas d'atouts, mais elle sera à coup sûr plus vieille, moins riche et plus petite ». Déclin ? « Nos grands concurrents internationaux ont fait ou font des choix stratégiques, qu'ils soient

officiels ou officieux », ajoute Anne Lauvergeon, ex-patronne d'Areva et familière de l'Élysée, chargée de proposer des priorités pour préparer cet avenir à 10 ans. Et s'il s'agissait par exemple de réformer les retraites, réduire les déficits et financer l'innovation ? ■

PASCAL JALABERT

L'ÉDITORIAL

de Didier Rose

RETRAIT DE MÉDICAMENTS

Bombes à retardement

Ce pays n'est pas près d'être guéri de sa relation ambiguë avec le médicament. Les Français persistent à vouer un amour assez singulier à la médecine chimique. Tout en développant, à mesure qu'éclatent les scandales, une méfiance nouvelle pour leur armoire à pharmacie.

De quoi les patients ont-ils peur ? Des loupés du système de surveillance des médicaments ou, plus prosaïquement, des effets secondaires de molécules qui peuvent agir comme de véritables bombes à retardement ?

Le retrait à intervalles réguliers de préparations pharmaceutiques témoignerait plutôt de la bonne santé du système français de sécurité sanitaire. Mais qu'il faille parfois des décennies pour mettre fin à des usages et à des détournements potentiellement dangereux plaide pour un encadrement renforcé. Tant pour contrôler les médicaments inédits avant leur sortie, chose acquise et d'ailleurs coûteuse aux laboratoires, que pour nettoyer enfin le catalogue des produits disponibles.

Concernant les effets indésirables des molécules en circulation, la réaffirmation claire que le risque zéro n'existe pas, y compris en matière médicale, devrait conduire à baisser les prescriptions. Sauf que la chaîne de délivrance des médicaments en France est si bien organisée, si largement financée, ses bénéfices sont si stratégiques pour les industriels, que la machine à distribuer des gélules n'est pas près de s'enrayer. Cherchez l'erreur : un argent fou va au traitement des maladies. Quasiment rien à leur prévention.

Il existe pourtant des voies pour sortir, par le haut, du fantasme chimique. L'une d'elles est la recherche. Les nouveaux biomédicaments, les futures thérapies géniques, les ciblage moléculaires de plus en plus pointus promettent plus d'efficacité tout en diminuant les atteintes associées. Le bonheur médicamenteux a tout à gagner du progrès scientifique. À condition de s'en donner les moyens. ■

EN BREF

PAS-DE-CALAIS

Gérard Dalongeville condamné à trois ans

L'ancien maire socialiste d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), Gérard Dalongeville, a été condamné hier à quatre ans de prison dont trois fermes pour détournements de fonds publics. Le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-Calais) l'a également condamné à cinq ans d'inéligibilité et à 50 000 euros d'amende. Cette condamnation n'empêchera pas M. Dalongeville d'être candidat aux prochaines municipales dans son ancienne ville, comme il l'a toujours dit.



Gérard Dalongeville reste toujours éligible. PHOTO PQR/VOIX DU NORD

FLORANGE (MOSELLE)

La stèle de la trahison Hollande aux enchères

La plaque en marbre dénonçant la « trahison » du président François Hollande sur le dossier de Florange va être mise aux enchères sur internet, ont annoncé hier les syndicalistes de Force Ouvrière d'Arcelor Mittal qui l'avaient posée en avril. On peut y lire : « Ici reposent les promesses de changement de F. Hollande faites aux ouvriers et leurs familles à Florange », précédé du mot « trahison » en capitales. FO espère en tirer au moins 500 €, soit le coût de fabrication. Les bénéfices de la vente seront reversés à l'association Les Restos du cœur.

BRETAGNE

Centre de vacances : 4 ados à l'hôpital

Quatre adolescents à l'hôpital, d'autres en « rébellion », et des gendarmes forcés d'intervenir : la préfecture des Côtes-d'Armor a pris la décision exceptionnelle, il y a cinq jours, de fermer une colonie « Vacances éducatives » où des jeunes étaient livrés à

eux-mêmes malgré le coût élevé du séjour. Faute d'encadrement, quatre ados ont été hospitalisés, dont une jeune fille qui souffre d'un traumatisme crânien à la suite d'une bousculade. Le centre a également été le cadre d'une « rébellion » au cours de laquelle un enfant a été blessé à la main et une autre victime d'une crise d'angoisse. Les gendarmes avaient dû intervenir à trois reprises. Une autre jeune fille souffre de chocs à la tête qui entraînent des troubles de la vision.

PRISON

Mutinerie à la maison d'arrêt de Blois

Une mutinerie a éclaté hier matin à la maison d'arrêt de Blois après une promenade où une soixantaine de détenus ont saccagé un secteur de la prison avant d'être maîtrisés. Les détenus avaient contesté le diagnostic concernant un homme retrouvé mort le matin même dans sa cellule à la suite d'une rupture d'anévrisme, selon les médecins. Pour faire face au mouvement, une quarantaine de membres des Équipes régionales d'intervention et de sécurité (Eris) avaient été envoyés en renfort depuis Paris. Aucun blessé et aucune prise d'otage n'ont été à déplorer.